

regards



#LELONGREGARDS

# AURÉLIE TROUVÉ

AGROÉCONOMISTE,  
PORTE-PAROLE D'ATTAC

ENTRETIEN RÉALISÉ  
PAR PIERRE JACQUEMAIN  
ET PABLO PILLAUD VIVIEN

À RETROUVER  
SUR [YOUTUBE](#) ET EN [PODCAST](#)

**À quoi ressemble la société post-capitaliste ? Aurélie Trouvé, militante altermondialiste, agroéconomiste et porte-parole d'ATTAC France est la quatrième invitée de notre nouvelle série *Le Long Regards*. Une heure d'entretien pendant lequel nous avons évoqué nos systèmes économiques : entre critique du système néolibéral, réflexion sur nos modes de consommation et de production, notre alimentation et notre modèle agricole. Retour aussi sur les problématiques de croissance/décroissance, les enjeux écologiques et démocratiques.**



**ATTAC a été créée en 1998 avec cette idée : justice fiscale, sociale et écologique et contestation du pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. L'une de vos mesures fondatrices, c'était la mise en place d'une taxe Tobin – taxe sur les transactions monétaires et financières. C'est toujours d'actualité ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** C'est toujours d'actualité évidemment même si on a énormément élargi nos combats et ce qu'on porte en termes d'alternatives. On dit toujours qu'il faut combattre l'hégémonie de la finance et des multinationales. La taxe sur les transactions financières a été, à un moment, l'outil idoine pour dégonfler la sphère financière mais aujourd'hui, notre combat va largement au-delà. On se bat notamment contre l'évasion fiscale parce que ça représente une perte de 60 à 80 milliards d'euros pour les finances publiques et qui vont directement dans les poches des plus riches et des multinationales. Cette perte permettrait pourtant de financer beaucoup de nos services publics, de nos fonctionnaires et d'assurer la transition écologique.

**La taxe Tobin a été mise en place en Suède en 1984 et fixée à 0,5% mais abandon-**

**née dans les années 1990 parce qu'il y a eu un effondrement de la bourse de 50% en trois ans... c'était un échec ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** On ne proposait pas exactement ce qui a été mis en place en Suède. Nous, nous voulons mettre en place une assiette beaucoup plus large. A l'époque, lorsqu'on a proposé cette taxe, on est passé pour des révolutionnaires. Des gauchistes. On a mené une bataille idéologique et force est de constater que l'on a avancé sur cette question. On a même réussi à obtenir une proposition de la Commission européenne qui n'est pas inintéressante – même si elle ne va pas assez loin – avec un projet de coopération renforcé entre l'Allemagne, la France et quelques autres pays, notamment sous François Hollande même s'il a participé de la dérégulation du marché. Et quand Emmanuel Macron est arrivé au pouvoir, l'une des premières choses qu'il a faites, en utilisant le prétexte du Brexit et surtout pour ne pas effrayer

## « Il faut une décroissance matérielle et énergétique à un niveau national. »

les financiers, c'est d'enterrer ce projet de coopération pour appliquer une taxe sur les transactions à l'échelle de quelques pays européens. Pourtant, cette taxe peut dégager des fonds – pour la transition écologique, la lutte contre la pauvreté – mais surtout, cela permettrait de dégonfler la sphère financière.

**Avec la taxe, la Suède a perdu près de 1,5 milliard de rentrées fiscales. Ça pose quand même la question de la migration et de la fuite des capitaux, non ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Beaucoup d'économistes spécialistes de la finance le disent : la mise en place d'une telle taxe est techniquement faisable sans une énorme fuite des capitaux. Même la Commission européenne y était pour partie favorable. Donc il faut arrêter avec cet argument fallacieux sur les capitaux qui, tout à coup, s'envoleraient. En revanche, c'est vrai qu'il faut que ça soit mis en œuvre à un échelon suffisamment important – d'où le projet

**« La seule façon de comprendre comment sont produits nos aliments, c'est d'être plus proches de ces lieux de productions et de transformations. Je suis pour la régulation forte des échanges des biens et des services et pour la libre circulation et d'installation des personnes. »**

de coopération à l'échelle européenne auquel Emmanuel Macron a mis fin. Avec le Brexit notamment, le président français a pris le contre-pied de cette taxe en disant qu'il fallait que l'on soit attractif pour les marchés financiers. C'est pour cette raison qu'il a enterré le projet de taxe sur les transactions financières. Cette taxe, c'est avant tout une question de volonté politique.

**De Nicolas Sarkozy à Bruno Le Maire en passant par François Hollande et Emmanuel Macron, tout le monde veut en finir avec le capitalisme. Ça veut dire quoi, pour vous, mettre fin au capitalisme ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** C'est la grande question mais la première chose c'est sans doute la socialisation des richesses : on restreint la sphère de l'économie marchande et de la propriété privée pour socialiser les richesses. Il ne s'agit pas seulement d'étatiser ou de renforcer les services publics, d'avoir plus de dépenses publiques ou encore plus de régulation de marché. Il s'agit aussi de renforcer le secteur associatif et coopératif ainsi que ce que l'on appelle les biens communs : faire en sorte que ce qui est partagé, y compris librement, soit renforcé. Ça veut dire donner les moyens aux collectivités locales. Ça veut dire aussi changer le fonctionnement dans les entreprises, en donnant plus de marges de manœuvre aux salariés pour qu'ils soient majoritaires dans les conseils d'administration des entreprises. Tout cela signifie beaucoup de bouleversements. Ces quelques mesures seraient déjà une grosse entaille dans le système capitaliste. Quand on parle de néolibéralisme écono-

mique, c'est bien la forme qu'a pris aujourd'hui le capitalisme. Et c'est vrai que, de mon point de vue, se dire contre le capitalisme néolibéral ne suffit pas parce que, finalement, quand on prône la socialisation des richesses – ce qui est devenu une nécessité pour partager les richesses mais aussi pour faire face à la crise écologique –, cela demande un changement profond de système.

**Les crises que l'on connaît, qu'il s'agisse du chômage ou des inégalités, de l'écologie aussi, sont consubstantielles au capitalisme d'après-vous ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Bien sûr. Le grand agronome René Dumont disait que « le système capitaliste est une exploitation à la fois du travail et du vivant ». Et plus ce capitalisme progresse, plus il exploite, plus les inégalités se creusent entre ceux qui possèdent les richesses et le capital, et les autres. Et même chez les autres, il y a cette volonté de diviser en augmentant les inégalités de revenus entre les travailleurs. Aujourd'hui, il y a une tension extrêmement forte à laquelle il faut ajouter les limites physiques de la planète. La dimension écologique devient essentielle de mon point de vue pour combattre le système capitaliste.

**Dans un système non capitaliste tel que vous pourriez l'envisager, à quels types de crises pourrions-nous faire face ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** On l'a vu avec le système soviétique : on ne peut pas se dire seulement antilibéral ou anticapitaliste. On doit aussi être anti-productiviste. Je pense qu'une partie de la gauche, même si de moins en moins, n'a pas fait de la question écologique une question essentielle. La question écologique est pourtant centrale. Si l'on veut repenser la société, il faut changer nos façons de produire et de consommer. Et se dire anticapitaliste ou anti-néolibéral n'est pas suffisant. Il faut aussi diminuer drastiquement la consommation, à une échelle nationale et internationale, matérielle et énergétique. Il faut surtout que ceux qui consomment le plus aujourd'hui, consomment moins. Cela demande un chamboulement de nos façons de produire et de consommer à commencer par la France. La France est l'un des pays dont la consommation par habitant est beaucoup trop importante d'un point de vue matériel et énergétique. Il faut une décroissance matérielle et énergétique à un niveau national. Comment organise-t-on cette décroissance ? Il faut à mon sens une planification forte, démocratique, qui associe

notamment les collectivités locales et le secteur associatif et coopératif.

**Au-delà de la question du capitalisme mondialisé, est-ce que vous diriez qu'il faut inventer un modèle économique mondial alternatif ou est-ce qu'au contraire, il faut revenir à des économies plus étatisées et nationales, voire locales ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Je suis pour une relocalisation des activités mais comprise dans une réponse progressiste. C'est très important parce qu'il y a le danger d'une récupération par l'extrême droite. Il y a aujourd'hui un vrai besoin de proximité qui s'exprime, un besoin de territoire et de racine. D'abord parce que du point de vue écologique, il faudra bien réduire nos transports mais aussi parce que la seule façon de comprendre comment sont produits nos aliments, c'est d'être plus proches de ces lieux de productions et de transformations. Je suis pour la régulation forte des échanges des biens et des services et pour la libre circulation et d'installation des personnes. C'est l'inverse de ce que prône un Donald Trump par exemple. Et même l'inverse d'un Emmanuel Macron : le néolibéralisme actuel, c'est la libre circulation des biens et des services au profit des multina-

tionales et la non libre circulation des personnes. Nous avons besoin de l'inverse : la libre circulation des personnes et des connaissances et une régulation forte des échanges de biens et de services pour pouvoir relocaliser les activités. Et à gauche, nous avons besoin de travailler à une réponse progressiste en ce sens.

**« Aujourd'hui, le principal problème de la dette, ça n'est pas les dépenses publiques, c'est les recettes. Quand vous regardez la part des recettes et des dépenses dans le PIB depuis 20 ans, ce qui a vraiment changé, c'est la part des richesses qui s'est restreinte alors que les dépenses ont stagnées. »**



## « La dette, c'est aussi un investissement pour les générations suivantes. »

**Quel peut être le rôle de l'Etat dans ce système économique ? Produire de la dette pour investir ? Quelle place faites-vous à la dette dans votre projet ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'on peut faire exploser la dette. Toutes les dettes ne sont pas bonnes et cela dépend de ce que l'on fait des dépenses publiques. Aujourd'hui, le principal problème de la dette, ça n'est pas les dépenses publiques, c'est les recettes. Quand vous regardez la part des recettes et des dépenses dans le PIB depuis 20 ans, ce qui a vraiment changé, c'est la part des richesses qui s'est restreinte alors que les dépenses ont stagnées. Le problème est donc ce qui rentre dans les caisses de l'Etat, c'est-à-dire les recettes. Pourquoi ? Parce qu'il y a des cadeaux fiscaux aux plus riches. C'est plusieurs milliards de pertes pour l'Etat, chaque année. Donc si l'on pense que la dette est un problème, on s'attaque à la question des recettes. Et donc on s'attaque à l'évasion fiscale. Et donc à la mise en place d'une taxe sur les tran-

sactions financières. On enlève donc les niches fiscales pour tout ce qui est délétère sur le plan écologique. Déjà, avec tout ça, on devrait pouvoir restaurer une partie du budget. Enfin, je pense que la dette publique n'est pas une ponction sur les générations suivantes. On a aujourd'hui le besoin d'une énorme impulsion publique en termes de dépenses. Avec des organisations syndicales et associatives, on a fait un travail pour montrer qu'on pouvait créer un million d'emplois pour le climat, dans la sphère publique mais aussi la sphère privée. Ça demande des moyens financiers que l'on peut aller chercher dans des recettes liées à la lutte contre l'évasion fiscale ou même la taxe sur les transactions financières. La dette, c'est aussi un investissement pour les générations suivantes.

**REGARDS.** On parle toujours de croissance. Tout le monde a les yeux rivés sur la croissance. Il faudrait toujours plus de croissance pour toujours plus d'emplois, de richesses, etc. Est-ce que la croissance est un bon indicateur ?

**AURÉLIE TROUVÉ.** Il y a tout un travail réalisé, je pense notamment à celui de l'économiste Jean Gadrey, sur les indicateurs de richesse, de bien-être ou de bonheur. Le PIB n'est absolument pas le bon indicateur. Pour autant, on l'utilise tout le temps et je viens moi-même de le faire en parlant des recettes et des dépenses dans le PIB (rires). Je pense que la croissance économique, au sens de croissance du PIB, n'est pas un but en soi. De la même manière, je ne crois pas que la décroissance économique soit un but en soi. En revanche, il faut un objectif de décroissance matérielle et énergétique, à un niveau national au moins. Et personne n'a encore prouvé que pour avoir une décroissance matérielle et énergétique, il fallait avoir une décroissance économique – et pas plus une croissance économique d'ailleurs. Il y a au-delà de la crise climatique, la crise de la biodiversité qui est extrêmement grave et on ne peut y répondre efficacement qu'à travers une décroissance matérielle et énergétique. Dans tous les secteurs de l'économie, il faut transformer nos manières de consommer et de produire.

**Qui décide de ça ? Qui décide de la manière dont on doit consommer et produire ? Qui a l'autorité ? Ou plutôt qui devrait en avoir l'autorité ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** C'est là que je pense que l'Etat devrait pouvoir le faire mais de manière très démocratique avec les collectivités locales, les associations de citoyens, avec de nombreux acteurs, y compris économiques. On doit restaurer une forme de planification démocratique de la même manière qu'on a eu en France le commissariat général au plan. On doit restaurer cette capacité à décider démocratiquement de nos modes de consommation et de production face à la crise écologique. Et d'ailleurs aux Etats-Unis, il y a aussi cette idée de planification à travers la proposition de Green New Deal.

**On a tous les trois un Iphone ou un Samsung, on fait nos recherches sur Google, on a des vêtements qui ne sont pas tous confectionnés et produits en France... comment on fait pour les convaincre – pour se convaincre – qu'on ne peut plus, qu'on ne doit plus acheter tout ça ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** On va partir d'un domaine que je connais bien : celui de l'alimentation et

**« Personne n'a encore prouvé que pour avoir une décroissance matérielle et énergétique, il fallait avoir une décroissance économique – et pas plus une croissance économique d'ailleurs. Il y a au-delà de la crise climatique, la crise de la biodiversité qui est extrêmement grave et on ne peut y répondre efficacement qu'à travers une décroissance matérielle et énergétique. »**

de l'agriculture. La question, c'est par exemple : comment fait-on pour que tout le monde mange bio – sachant les prix des produits ? La consommation du bio concerne une classe socio-culturelle assez privilégiée et notamment plus aisée. On doit rendre accessible ce type de consommation. Et c'est là que je pense qu'il faut élargir la question : il faut à la fois donner le pouvoir d'achat aux classes précaires et moyennes – et cela demande une redistribution des richesses – mais aussi combattre l'obsolescence des produits et réguler les marchés internationaux. On pourrait mettre des normes beaucoup

plus importantes en Europe et faire en sorte que les produits importés respectent ces normes (sociales, sanitaires, environnementales) que l'on s'est fixé. Sur le bio par exemple, a minima, on pourrait déjà faire en sorte que toute la restauration scolaire et collective soit en produits bio, de proximité, dans un rayon de 100, 200 ou 300 km. Si déjà on faisait ça, on permettrait à tous les enfants de France de manger bio, quelle que soit leur classe sociale. Il faut aussi, dès l'école, que des animateurs et des agriculteurs viennent raconter aux enfants les grands enjeux de l'alimentation.

## « On ne règlera pas le problème de l'urgence écologique en culpabilisant le consommateur. »

**Mais encore un mot sur cette question : comment faire pour que même les plus conscientisés, voire les plus aisés, ne consomment plus ce qui détruit la planète et les humains ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** On ne règlera pas le problème de l'urgence écologique en culpabilisant le consommateur. C'est à un niveau macroéconomique et des politiques publiques que l'on peut régler le problème : c'est une responsabilité collective de la puissance publique, en lien avec les citoyens, le monde associatif, coopératif et économique. Il faut réfléchir à un niveau systémique et cela veut dire que, par ailleurs, il y a un très fort partage des richesses à opérer. Je suis pour un impôt avec une dernière tranche à 90% des revenus. Je suis pour le plafonnement des

revenus avec des revenus qui n'excèdent pas le rapport de 1 à 20 dans une entreprise. Cela veut dire aussi que la première mesure à prendre sur l'écologie, ce n'est pas des taxes sur la consommation des individus mais des taxes sur les plus gros pollueurs, comme les multinationales. Par ailleurs, il ne faut pas rendre punitive la transition écologique. Cela passe par une politique de transports de qualité et gratuits, en développant le bus et le train. Cela veut dire aussi restaurer les services publics de proximité dans les villages ainsi que le commerce de proximité. La puissance publique doit accompagner la transition écologique et faire en sorte que la question écologique ne renforce pas les inégalités sociales mais au contraire les diminue.

**Est-ce que cela veut dire que l'on rompt avec les traités de libre-échange ? Et, pour aller plus loin, vous dites qu'il faut un partage des savoirs et des connaissances mais est-ce qu'il faut arrêter de vendre nos vins à l'étranger ou d'importer du café du Guatemala ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Il ne s'agit pas d'être autarcique. On aura toujours envie de manger des bananes. En revanche, il faut réguler très fortement pour que l'on apprenne à consom-

mer ce que l'on peut produire à proximité de chez soi, dans des conditions écologiques et sociales ambitieuses. Cette idée est complètement antinomique avec les accords de libre-échange. Pour autant, il faut rester altermondialiste, pas anti-mondialiste. Certaines formes d'échanges comme la libre circulation des personnes et des connaissances doivent être maintenues mais ça devrait pouvoir être rendu possible aussi pour certains biens et services, si toutefois ils sont très régulés au niveau international par le biais d'institutions multilatérales – une sorte d'Organisation mondiale du commerce complètement refondée sur le respect des droits fondamentaux et la réponse à la crise écologique. Est-ce que c'est totalement utopiste ? Non parce qu'il y a déjà eu des tentatives avec la Charte de la Havane après la Seconde Guerre mondiale portée notamment par John Maynard Keynes. Parce qu'aussi, si l'on regarde juste les produits agricoles, il y a des accords internationaux de régulation de marché qui ont stabilisé les prix au niveau international, qui ont permis une stabilisation des recettes pour les pays exportateurs pauvres. Le problème, c'est que toutes ces tentatives des années 1950-1960-1970 ont été balayées par la vague néolibérale des années 1980.





**Vous êtes agroéconomiste et vous avez notamment beaucoup travaillé sur la Politique Agricole Commune (PAC) de l'Union européenne : pour vous, c'est un obstacle à l'agriculture raisonnée dont vous parlez ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Vaste question... Tout d'abord, il est certain que si l'on supprime la PAC, ça ne résoudra rien. Ensuite, il faut bien comprendre que cette PAC a été profondément transformée dans les années 1990, lorsque l'on est rentré dans l'Europe libérale dans la mesure où c'était une politique très forte d'intégration européenne tout en étant une politique très forte de régulation de marché. Aujourd'hui, c'est devenu une politique agricole concurrentielle de plus en

plus renationalisée. Le problème aujourd'hui, c'est que c'est un ensemble d'aides à hauteur de plusieurs dizaines de milliards d'euros en Europe – et dix milliards en France – qui n'ont plus aucune légitimité ni sociale ni environnementale ni économique. Mais si on la supprimait, la plupart des agriculteurs ne tiendrait pas dans la mesure où cela représente souvent une grande part de leur revenu. Il faut donc la refonder totalement mais pour cela il faut refonder l'Union européenne.

**Comment est-ce que vous intégrez la question de l'évolution démographique à votre réflexion post-capitaliste ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Je pense tout d'abord qu'il faut faire très atten-

tion au prospectif : dans les pays riches, on l'a vu, la démographie a fortement diminué – et dans les pays du Sud, on ne sait pas comment ça va se passer. Pour ma part, je ne suis absolument pas malthusienne : je ne pense pas que ce soit en réduisant la démographie que l'on résoudra quoique ce soit.

**Si l'on prend le cas de la France par exemple, l'image d'Epinal de l'agriculteur qui cultive à la main et qui fait de la permaculture est compatible avec le fait de nourrir 65 millions de gens ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Entre la permaculture et l'agriculture industrielle, il y a beaucoup de choses. Ce qui est certain aujourd'hui, c'est qu'il n'y a pas de problème de production par rapport à la consommation. Quant aux pays du Sud, le débat est complètement faussé : vous avez des paysans qui ont seulement des outils manuels. Les marges de productivité pour eux (et ils sont majoritaires dans le monde) sont énormes – et pas en leur offrant des OGM. Ils doivent retrouver leur souveraineté alimentaire : qu'il se redonne la possibilité de décider de leur propre politique agricole. Aujourd'hui, on sait que l'agroécologie peut répondre en partie aux enjeux de sécurité alimentaire. L'idée que c'est à l'Europe et aux pays

## « Il ne faut pas rendre punitive la transition écologique. »

les plus riches et les plus producteurs d'assurer la sécurité alimentaire des pays du Sud a été largement remis en cause, y compris par les institutions internationales. En ce qui concerne nos pays, la sécurité alimentaire reste importante mais avant tout pour les classes les plus défavorisées – avec des déséquilibres nutritionnels avérés chez les plus pauvres et même pour de plus en plus de gens. L'aide alimentaire par exemple est insuffisante très souvent. Mais aujourd'hui, rien ne démontre que l'agriculture industrielle soit plus productive. Et il ne s'agit pas d'augmenter le volume produit par hectare ou par travailleur, mais de restaurer la richesse, c'est-à-dire la valeur ajoutée nette. De plus en plus de travaux montrent que l'agroécologie, l'agriculture économe autonome et le bio peuvent être beaucoup

plus producteurs de richesses, beaucoup moins dépendants des aides et beaucoup plus résilients face aux crises économiques, que ne l'est l'agriculture industrielle. Même du point de vue strictement économique, sans même parler de l'emploi et de l'environnement, ces formes d'agriculture dites alternatives agroécologiques, économes, autonomes ou bio, ou bien des appellations d'origine contrôlée très ambitieuses comme l'est le comté par exemple, sont capables de produire beaucoup plus de richesses et d'être beaucoup plus résilientes que l'agriculture industrielle.

**Est-ce que les soulèvements que l'on voit actuellement au Chili, au Brésil, en Italie, en Algérie ou en France avec les gilets jaunes ne sont pas la démonstration que l'altermondialisme a de beaux jours devant lui ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Nous-mêmes, à ATTAC, nous sommes le fruit de mouvements sociaux. Le mouvement altermondialiste est né en France après les grèves de 1995 où les mouvements sociaux étaient très forts. Il y a une continuité : le mouvement altermondialiste se renouvelle – et j'en veux pour preuve que plein de militants d'ATTAC se sont retrouvés chez les gilets jaunes autour des reven-

dications de justice sociale et fiscale. Pour nous, il n'y a pas d'un côté le mouvement climat et les gilets jaunes et de l'autre, le mouvement altermondialiste. Il y a des liens entre tous ces mouvements ce qui fait que les gilets jaunes se sont rapidement retrouvés autour des questions de justice sociale, fiscale et environnementale. Au niveau international, c'est autre chose : on a un problème. On a eu l'âge d'or du mouvement altermondialiste international avec les forums sociaux mondiaux, les forums sociaux européens... et une énorme dynamique de convergence et d'échanges entre les pays et entre les régions. Et c'est cette dynamique que l'on a perdue. Et pourtant, il y a tous ces mouvements au Chili, à Hong Kong et ailleurs qui montrent bien qu'il y a une effervescence.

**Est-ce que vous diriez que l'altermondialisme souffre d'un problème de crédibilité ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Au tout début du mouvement altermondialiste, on disait qu'on se battait contre le "There is no alternative" [il n'y a pas d'alternative] de Margaret Thatcher. Et c'est toujours le cas. Nous sommes dans une bataille idéologique extrêmement importante. On peut faire des actions de désobéissance

## « Il faut réguler très fortement pour que l'on apprenne à consommer ce que l'on peut produire à proximité de chez soi, dans des conditions écologiques et sociales ambitieuses. »

civile, du tractage ou que sais-je mais pour nous, le socle idéologique au sens positif du terme est extrêmement important, notamment au niveau du travail d'expertise. Là, on veut mener tout un travail avec les organisations syndicales, associatives et environnementales sur la question de la transformation écologique et sociale : comment on en débat dans les entreprises, comment on en débat au niveau local... Pour nous, c'est comme ça que l'on réussira à irriguer au niveau des idées. Et je ne crois pas à la fin de l'Histoire – sinon je ne serais pas militante. Par ailleurs, je pense que le mouvement des gilets jaunes a conscientisé tout un pan de la population. Ce qui se passe sur les retraites avec 60 à 70% des Français qui sont pour le mouvement de grève, ça montre qu'il

y a un énorme ras-le-bol, qu'il y a un rejet d'Emmanuel Macron et de sa politique ultralibérale et qu'il y a un besoin de justice sociale et écologique. De plus, un des slogans principaux du mouvement climat, c'est "Changeons le système, pas le climat". On est en train de gagner du terrain sur le plan idéologique et cela explique aussi qu'il y a de plus en plus de répression policière. La main armée de l'Etat est de plus en plus forte parce qu'eux aussi sentent bien que le compromis néolibérale est attaqué.

**Est-ce que vous diriez qu'il y a une majorité d'idées à gauche pour porter le projet que vous défendez ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** Tout d'abord, la gauche ne se réduit pas aux partis politiques – et fort heureusement. Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'il faut enterrer le mot gauche. Au contraire, il faut en restaurer l'idée en y incluant les mouvements sociaux, les syndicats, les associations environnementales... La gauche, ce sont des valeurs fondamentales de partage des richesses, de réponse à la crise écologique en partageant ces richesses et de respect des droits humains fondamentaux. Cette gauche-là doit se construire bien au-delà des partis. Si on veut partager les richesses et faire face à la crise

écologique tout en s'articulant avec l'urgence sociale, il faut un changement profond de système et donc attaquer le capitalisme néolibéral, les multinationales et instaurer un rapport de forces avec les classes les plus riches. Or, quand on regarde les partis politiques, tous ceux qui se disent de gauche ne sont pas en accord avec ça – même si cela va sans doute évoluer, notamment du fait du mouvement des gilets jaunes.

**REGARDS. Comment prendre le pouvoir ?**

**AURÉLIE TROUVÉ.** La prise de pouvoir ne se fera pas uniquement au niveau institutionnel. Il faut commencer par prendre le pouvoir au niveau des idées, des entreprises, dans la société... et aussi au niveau institutionnel. Même si les mouvements sociaux sont en autonomie par rapport aux partis politiques, nous n'en demeurons pas moins concernés au niveau du débouché politique. Après, la situation est très compliquée du point de vue électoral. Heureusement, nous avons des mouvements sociaux très dynamiques en France. Mais je reste optimiste car je crois en la capacité de la gauche politique à faire ce qu'il faut, à se renouveler. Il n'en demeure pas moins que leur rapport aux mouvements sociaux ne vont pas car cela se résume

**« Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'il faut enterrer le mot gauche. Au contraire, il faut en restaurer l'idée en y incluant les mouvements sociaux, les syndicats, les associations » environnementales...**

essentiellement soit à du mépris soit à de l'instrumentalisation. Il y a donc besoin d'une reconfiguration de ces rapports. Mais du point de vue des mouvements sociaux, il ne faut pas non plus dire que la politique, c'est forcément mal : il y a un besoin de changement au niveau institutionnel, notamment si l'on veut de la planification publique en lien avec les associations, les coopératives... Et même si l'on veut une autogestion beaucoup plus forte, on aura besoin de décisions politiques. Le chemin est encore long...

◆ **ENTRETIEN RÉALISÉ  
PAR PIERRE JACQUEMAIN ET  
PABLO PILLAUD-VIVIEN**









### **PRÉJUGÉ NUMÉRO 1**

## **LA DÉCROISSANCE ÉNERGÉTIQUE ET DE PRODUCTION, C'EST RENONCER À SON CONFORT MATÉRIEL**

Je pense qu'on peut avoir une sobriété heureuse et que ça passe par une bataille idéologique pour montrer qu'on n'est pas obligé d'avoir deux bagnoles (ou même une !) pour être heureux. Si on faisait en sorte que les outils communs comme les transports en commun soient accessibles voire gratuits et de qualité, on pourrait rendre la consommation individuelle, matérielle et énergétique synonyme de bonheur. Je crois donc à la sobriété heureuse à condition que tout le monde puisse accéder aux droits fondamentaux (se nourrir, se loger, se chauffer...).

### **PRÉJUGÉ NUMÉRO 2**

## **L'ÉCONOMIE EST UNE DISCIPLINE DE DROITE**

Pas du tout ! Je suis économiste, de gauche et je le revendique ! Je pense que c'est très important de restaurer l'idée que l'économie peut être progressiste. Je crois en une économie au service de la société : l'économie, c'est d'abord le progrès social et écologique. Dans le champ académique, il y a énormément d'économistes qui n'ont pas toujours droit au chapitre et qui ne sont pas dans les lieux de pouvoir les plus importants. Il y a aussi beaucoup d'économistes qui sont ouverts à d'autres disciplines et qui sont des économistes de gauche !

### **PRÉJUGÉ NUMÉRO 3**

## **LA FRANCE NE PEUT PAS TOURNER LE DOS AU MONDE TEL QU'IL VA PARCE QU'ON EST TOUT PETIT PAR RAPPORT AUX CHINOIS ET AUX AMÉRICAINS (PRÉJUGÉ DIT « DE LA GRAND-MÈRE DE PABLO »)**

La France peut faire beaucoup de choses mais ne peut effectivement pas les faire toute seule. Si on avait un gouvernement vraiment de gauche et progressiste, il faudrait discuter et faire des alliances avec d'autres pays ou des mouvements sociaux étrangers. Mais on peut déjà faire beaucoup de choses en France même : penser qu'il faut un changement ailleurs, c'est ce qu'utilisent aujourd'hui ceux qui nous dominent pour qu'on ne fasse rien.

### **PRÉJUGÉ NUMÉRO 4**

## **LA MONDIALISATION TELLE QU'ELLE EXISTE AUJOURD'HUI NOUS APPORTE PLUS D'AVANTAGES QUE DE DÉSAGRÈMENTS**

Ca dépend de quelle mondialisation on parle. La mondialisation néolibérale nous apporte beaucoup plus de désagréments qu'autre chose. Mais on pourrait avoir une mondialisation très régulée, fondée sur les droits humains fondamentaux, la libre circulation des personnes et des connaissances – et ce serait une belle mondialisation mais pas celle que l'on connaît aujourd'hui.

# DÉCONSTRUISONS LES PRÉJUGÉS...



## **PRÉJUGÉ NUMÉRO 5** **ON N'ARRIVERA PAS** **À NOURRIR 10 MILLIARDS** **D'ÊTRES HUMAINS**

Si, c'est possible. Même si je ne pense pas du tout qu'on arrive à 10 milliards d'être humains. On a aujourd'hui de quoi nourrir les 7 milliards aujourd'hui : c'est une question de répartition de l'alimentation. Il est vrai que pour que cela soit complètement viable, il faudrait une baisse

de l'alimentation carnée au niveau mondial et en particulier dans nos pays qui consomment beaucoup trop de viande. Je veux le répéter : je ne suis absolument pas contre l'élevage mais je suis pour d'autres formes d'élevage avec de la viande payée beaucoup plus chère mais qui soit de qualité et respectueuse de l'environnement. Et les prix plus élevés, ça ne veut pas dire la mort des éleveurs mais au contraire, des éleveurs qui vivent mieux et plus en lien avec l'environnement.

**ENTRETIEN À RETROUVER SUR [YOUTUBE](#) ET EN [PODCAST](#)**